

Thème	Sous-thème	Fiche de référence	Question	Eléments de réponse
Rejet		Processus 1 "Enregistrer et aiguiller les demandes"	Quels sont les différents types de rejet définis par le Tronc Commun ?	Il existe plusieurs types de rejet. Ils sont présentés dans le <i>Glossaire</i> : - Le rejet pour irrecevabilité - Le rejet faute de pièces nécessaires à l'évaluation - La décision de rejet de la CDAPH
Rejet	Rejet pour irrecevabilité	Processus 1 "Enregistrer et aiguiller les demandes"	Quelles sont les évolutions de pratiques liées au rejet pour irrecevabilité ?	La notion est définie dans le <i>Glossaire</i> . Le Tronc Commun porte la pratique de faire passer tous les rejets pour irrecevabilité en CDAPH. Ces rejets ne passent pas en évaluation. Les exigences fonctionnelles rédigées pour l'harmonisation du système d'information favorisent la mise en place de cette pratique.
Rejet	Rejet faute de pièces nécessaires à l'évaluation	Processus 3 "Décider et notifier les décisions"	Qu'est-ce qu'un rejet faute de pièces nécessaires à l'évaluation ?	La notion est définie dans le <i>Glossaire</i> . La décision est prise par la CDAPH sur proposition de l'EP, lorsque celle-ci estime qu'elle ne dispose pas de suffisamment d'éléments pour se prononcer.
Rejet	Dossier incomplet	Processus 3 "Décider et notifier les décisions"	La notion de dossier incomplet n'est pas définie, de quoi s'agit-il ?	La notion de complétude a induit de nombreuses confusions entre les pièces de la recevabilité et les pièces nécessaires à l'évaluation. Pour ne pas maintenir ces confusions, le Tronc Commun ne fait pas référence à la notion de complétude : il existe la notion de pièces de la recevabilité (4 pièces de la recevabilité) et la notion de pièces nécessaires à l'évaluation (pas de liste exhaustive puisque ces pièces dépendent des pratiques de chaque MDPH mais aussi des caractéristiques des situations évaluées).
Rejet	Rejet implicite	Processus 1 "Enregistrer et aiguiller les demandes"	Existe-t-il d'autre forme de rejet que ceux prononcés par la CDAPH ?	L'absence de réponse pendant plus de 4 mois constitue en effet un rejet implicite contre lequel l'utilisateur peut déposer un recours. Bien entendu le rejet implicite ne peut pas être une forme de réponse aux demandes adressées aux MDPH, qui doivent toutes faire l'objet d'une décision de la CDAPH.
NIR / SNGI		Processus 1 "Enregistrer et aiguiller les demandes"	Quels sont les services proposés pour identifier la personne ?	Les MDPH auront accès à deux services du SNGI : - La fonction 10 qui permet d'interroger le SNGI sur la base d'éléments de l'identité de l'individu (nom, prénom, date de naissance, lieu de naissance) en fonction de celles disponibles ; le SNGI renvoie l'ensemble des éléments de l'identité - La fonction 33 qui permet d'interroger sur la base du NIR ; le SNGI renvoie l'ensemble des éléments de l'identité Les MDPH n'auront pas accès aux "voisins". L'identification (fonction 10) et la vérification (fonction 33) de l'identité ne sont pas bloquantes dans le processus, cependant pour assurer la qualité des flux, la CNSA préconise que celles-ci soient réalisées de manière systématique sur tous les dossiers entrants.
NIR / SNGI	Echanges partenaires	Processus 3 "Décider et notifier les décisions"	Est-il prévu d'utiliser le NIR dans la communication avec les ESMS ?	Oui. La loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé et la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ont désigné le NIR comme identifiant de l'utilisateur pour l'ensemble de la sphère sanitaire et médico-sociale permettant aux MDPH de l'utiliser pour les échanges informatiques avec leurs partenaires.
Urgence	Traitement des situations d'urgence	Processus 1 "Enregistrer et aiguiller les demandes"	Quels sont les apports du Tronc Commun sur le traitement des urgences ?	Le nouveau formulaire établit une liste des situations d'urgence. Ces situations peuvent être repérées à différents moments : - <u>lors de l'accueil</u> : la nomenclature des situations d'urgence issue du formulaire peut être complétée par chaque MDPH (par exemple pour ajouter le repérage de situations préoccupantes) - <u>lors de l'enregistrement du dossier de demande</u> : l'utilisateur peut signaler qu'il se trouve dans une situation d'urgence grâce au formulaire, le SI permet de retranscrire cette information - <u>à tout moment du traitement</u> : les agents de la MDPH peuvent signaler un dossier "urgent" dans le SI.  La procédure de traitement des situations d'urgence relève de l'organisation de chaque MDPH, le Tronc Commun ne la prévoit pas.  Le traitement de la PCH en urgence tel que défini par le CASF est à distinguer des situations d'urgence (telle que présentées ci-dessus), il s'agit d'une procédure très spécifique nécessitant des pièces justificatives qui ne sont pas demandées dans les autres situations. Ce processus existant déjà dans les MDPH, le Tronc Commun ne l'harmonise pas en v1.

Demande et dossier de demande(s)	Nouveau formulaire	Processus 1 "Enregistrer et aiguiller les demandes"	Avec la mise en place du nouveau formulaire, qu'est-ce qu'une demande ?	<p>Une demande peut être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une <u>Demande exprimée</u> par l'utilisateur qui choisit des droits et prestations dans la liste proposée à la rubrique E du formulaire (utilisation de la <i>Nomenclature de la demande</i>)</li> <li>- Une <u>Demande générique</u> qui correspond à l'expression des besoins et des attentes de l'utilisateur qui répond aux questions des parties Vie Quotidienne, Vie professionnelle et Vie Scolaire du formulaire. L'expression des besoins et attentes de l'utilisateur peut être utilisée pour compléter l'outil de soutien à l'évaluation (besoins exprimés).</li> </ul> <p>Les termes "dossier de demande(s)", "demande de compensation", "demande exprimée" et "demande générique" sont définis dans le <i>Glossaire</i>.</p>
Niveau d'évaluation		Processus 2 "Evaluer, élaborer des réponses et des PPC"	Quel est l'objectif de la mise en place de niveaux d'évaluation ?	<p>Les niveaux d'évaluation sont définis dans le <i>Glossaire</i>.</p> <p>L'organisation des niveaux d'évaluation est laissée au choix de chaque MDPH.</p> <p>Plusieurs études (HCSP, <i>Etude quantitative sur les modes d'évaluation et de traitement des demandes de compensation</i> ; CNSA, <i>Etude sur les conditions d'attribution de l'APA et de la PCH</i>) ont montré l'intérêt d'une pratique d'évaluation selon différents niveaux afin d'adapter les ressources utilisées pour l'évaluation à la complexité ou non de la situation. Ceci permet de traiter plus rapidement certaines demandes simples et d'allouer au mieux les ressources de la MDPH en fonction des situations.</p> <p>Le Tronc Commun définit le passage à un niveau supérieur d'évaluation lorsqu'une compétence complémentaire est nécessaire à l'équipe pluridisciplinaire pour rechercher de l'information (ex: besoin de réaliser une visite à domicile), pour l'analyser (ex : besoin d'un médecin pour analyser le compte rendu d'un RDV médical), pour identifier le besoin ou pour élaborer la réponse.</p>
PAG (Plan d'Accompagnement Global)	Elaboration du PAG	Processus 2 "Evaluer, élaborer des réponses et des PPC"	Faut-il toujours réunir un Groupe Opérationnel Synthèse (GOS) pour élaborer un PAG ?	<p>Non.</p> <p>Le Plan d'accompagnement global et le Groupe opérationnel de synthèse sont définis dans le <i>Glossaire</i>.</p> <p>Le processus d'élaboration d'un PAG n'est pas défini de manière très précise dans la v1 du Tronc Commun, l'expérimentation avec les sites pionniers étant encore en cours.</p> <p>La possibilité d'élaborer un PAG en niveau 2 d'évaluation est prévue dans la modélisation du processus. La réunion du GOS, peut s'apparenter à une évaluation de niveau 3. Elle est à privilégier lorsque l'engagement des acteurs et intervenants est difficile à obtenir, ou lorsque le PAG nécessite la coordination d'un grand nombre d'acteurs.</p>
Outil de soutien à l'évaluation		Processus 2 "Evaluer, élaborer des réponses et des PPC"	Qu'est-ce que l'outil de soutien à l'évaluation ? En quoi sera-t-il utile pour les EP ?	<p>L'outil de soutien à l'évaluation a été développé par la CNSA pour permettre d'outiller les équipes pluridisciplinaires dans leur travail d'analyse des situations et de repérage des besoins des personnes. Il permet de renseigner quelques informations sur la situation étudiée, dans une logique de dépliabilité du GEVA. Cet outil permet d'assurer la traçabilité des évaluations et de retrouver les éléments de l'évaluation lors d'un recours ou d'un renouvellement par exemple. Il permet aussi de faciliter les échanges au sein de l'EP et entre l'EP et ses partenaires dont la CDAPH pour la présentation des dossiers. L'outil permet également de renseigner des éléments de connaissance des publics. Les nomenclatures composant l'outil ont été intégrées dans le pallier 1 et les éditeurs devront intégrer l'outil dans leur solution.</p>
Outil de soutien à l'évaluation	Codage des pathologies	Processus 2 "Evaluer, élaborer des réponses et des PPC"	La CIM 10 et les pathologies devront-elles être codées ?	<p>Plutôt que le terme codage, le "club codeur" privilégie la notion d'enregistrement des données de l'évaluation.</p> <p>Les informations attendues sont les données relatives aux pathologies, aux déficiences et aux besoins.</p> <p>L'outil de soutien à l'évaluation permet de renseigner les pathologies selon différents niveaux : un premier niveau correspond aux codes des pathologies relevant des plans et schémas de santé publique en proposant des codes génériques. Il peut être déplié vers un 2ème niveau (thesaurus) puis vers un 3ème niveau (la CIM 10 complète). L'utilisation du premier niveau permet de simplifier l'enregistrement des données de l'évaluation. De la même façon, les éléments de la situation, les déficiences et les besoins peuvent être organisés de façon à faciliter la saisie. Les équipes pluridisciplinaires doivent avoir à leur disposition un outil performant et efficace.</p>

Harmonisation des éléments de la réponse	Nomenclatures de la réponse	Processus 3 "Décider et notifier les décisions"	Quelles sont les nomenclatures de la réponse ? Quel est le degré d'harmonisation ?	<p>Le Tronc Commun harmonise les listes de données qui permettent d'élaborer la réponse, c'est-à-dire de proposer ou de décider sur un droit ou une prestation.</p> <p>La <i>nomenclature Réponse</i> contient la liste des Droits et Prestations qui constitue la nomenclature harmonisée à utiliser par les MDPH. Lorsque cela est précisé, les MDPH peuvent apporter un niveau de précision supplémentaire par rapport à certains items (pour intégrer par exemple des établissements spécifiques au territoire). Il est nécessaire que ces compléments soient rattachés à la nomenclature définie nationalement, pour permettre notamment la remontée de données consolidées et fiables.</p> <p>La nomenclature Réponse contient également l'ensemble des éléments utiles pour la notification : qualification (cible, alternative), amendement Creton ou non, préconisations du PPS, taux d'incapacité, intervenant pour la PCH, quantification, modalité de paiement, fréquence de versement, temporalité de l'accueil, mode de prise en charge, sujétion. Certaines MDPH ne notifient pas tous ces éléments, mais les SI devront les mettre à la disposition des MDPH pour qu'elles utilisent ceux définis nationalement si elles souhaitent notifier ces éléments.</p> <p>Les motivations et les précisions ne font pas l'objet d'une nomenclature en v1.</p> <p>La <i>nomenclature Réponse</i> pourra également être utilisée pour compléter le PPC.</p>
Dématérialisation	Projet de dématérialisation	Processus T2 "Numériser, archiver et conserver les dossiers des personnes"	La dématérialisation est la cible pour les MDPH, comment mettre en place un projet de dématérialisation ?	<p>Pour mettre en place un projet de dématérialisation, la MDPH doit travailler en lien étroit avec les archives départementales et la direction des systèmes d'information.</p> <p>Le <i>Vademecum</i> rédigé par l'ADMDPH précise de nombreux éléments sur la conduite de ce projet.</p> <p>Un protocole de numérisation doit être rédigé et signé avec les Archives Départementales pour s'assurer de la traçabilité entre le document papier et le document scanné.</p> <p>Les Durées d'Utilité Administrative (DUA) sont différentes en fonction des pièces, la structuration du plan de classement peut permettre de faciliter le travail d'apurement des dossiers en l'automatisant.</p>
Dématérialisation	Liens GED / SI	Processus T2 "Numériser, archiver et conserver les dossiers des personnes"	Le Tronc Commun définit-il la complémentarité à établir entre la GED et le SI ?	<p>Il ne semble pas pertinent de dupliquer les informations présentes dans la GED et celles présentes dans le SI. La GED devrait compléter le SI et non s'y substituer. Le choix dépend des organisations locales.</p>
Dématérialisation	Plan de classement pivot	Processus T2 "Numériser, archiver et conserver les dossiers des personnes"	La CNSA prévoit-elle de mettre en place un plan de classement pivot ?	<p>La CNSA souhaite proposer un plan de classement standard et que les paramétrages locaux y rattachent leur plan de classement. Ceci permettrait de faciliter les transferts de dossier. Ces éléments seront traités dans une version ultérieure et ne font pas partie de la v1.</p>